



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



La science pour la santé _____
_____ **From science to health**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché portant sur l'acquisition d'un analyseur d'interactions
moléculaires par interférométrie sans fluide

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	5
ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHÉ	5
2.1. Objet.....	5
2.2. Forme.....	5
2.3. Allotissement.....	5
2.4. Durée	5
2.5. Montant	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1. Représentant des parties.....	6
4.1.1. Représentant de l'INSERM	6
4.1.2. Représentant du titulaire	6
4.1.3. Transport	6
4.1.4. Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR).....	6
4.1.5. Bon de livraison	6
4.2. Délais d'exécution.....	7
4.2.1. Délai de livraison de l'équipement	7
4.2.2. Délai d'intervention en cas de panne	7
4.3. Indisponibilité de l'équipement.....	7
4.3.1. Définition de l'indisponibilité	7
4.3.2. Modalités de commencement et de fin de l'indisponibilité de l'équipement	7
4.3.3. Seuil d'indisponibilité.....	7
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
5.1. Obligation de conseil.....	7
5.2. Obligation de confidentialité.....	8
5.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire.....	8
5.4. Obligations réglementaires	8
ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
6.1. Opérations de vérification	8
6.2. Décision après vérification	9
6.2.1. vérification quantitative.....	9
6.2.2. Vérification qualitative	9
ARTICLE 7. GARANTIES CONTRACTUELLES	9
7.1. Garantie	9
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	10
8.1. contenu des prix.....	10
8.2. Révision des prix.....	10
8.3. Transmission d'un bon de commande	10

8.4. Avance	10
8.4.1. Principe de versement d'une avance	10
8.4.2. Taux de l'avance	10
8.4.3. Modalités de versement de l'avance	11
8.5. Facturation et paiement	11
8.5.1. Acomptes	11
8.5.2. Modalités de facturation	11
8.5.3. Transmission de la facture	12
8.5.4. Règlement	12
8.6. Délai de paiement	12
8.6.1. Délai de paiement	12
8.6.2. Intérêts moratoires	12
ARTICLE 9. MODIFICATIONS	13
9.1. Modification du marché	13
9.2. Modifications mineures relatives au titulaire	13
ARTICLE 10. PENALITES	13
10.1. Pénalités pour retard	Erreur ! Signet non défini.
10.1.1. Pénalités pour retard de livraison de l'équipement	Erreur ! Signet non défini.
10.1.2. Pénalités pour retard d'intervention en cas de panne	Erreur ! Signet non défini.
10.2. Pénalités pour indisponibilité de l'équipement	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 11. SOUS-TRAITANT	13
11.1. Procédure d'agrément	13
11.2. Modalités de paiement des sous-traitants	14
ARTICLE 12. RESPONSABILITE CIVILE	14
ARTICLE 13. RESILIATION	14
ARTICLE 14. DIFFERENDS – LITIGES	14
ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Occitanie-Méditerranée
60 Rue de Navacelles
34394 MONTPELLIER

Représenté par Monsieur Sylvain BOURGOIN Délégué Régional

ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHE

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un analyseur d'interactions moléculaires par interférométrie sans fluide

2.2. FORME

Le présent marché est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

2.3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloté.

2.4. DUREE

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la période de garantie.

2.5. MONTANT

Le marché est conclu pour un montant forfaitaire dont le montant est fixé dans l'acte d'engagement du titulaire.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent document : cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire, et contraire aux clauses du présent CCAP ou du CCAG/FCS est réputée non écrite.

CCAP – Marché portant sur l'acquisition d'un analyseur d'interactions moléculaires par interférométrie sans fluide

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. REPRESENTANT DES PARTIES

4.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

4.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

4.1.3. TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, le transport est sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. En ce sens toute manutention de l'appareillage sur le site est à la charge et aux risques du Titulaire.

4.1.4. ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

4.1.5. BON DE LIVRAISON

L'équipement livré par le titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison et conformément à l'article 21.2 du CCAG/ FCS comporte les éléments suivants :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison de l'équipement est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

4.2. DELAIS D'EXECUTION

4.2.1. DELAI DE LIVRAISON DE L'EQUIPEMENT

Le délai de livraison de l'équipement est fixé à 5 semaines. En cas de dépassement de ce délai le titulaire encourt une pénalité fixée à l'article 10.1.1 du CCAP.

4.2.2. DELAI D'INTERVENTION EN CAS DE PANNE

Pendant toute la période de garantie et/ ou de maintenance, le titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention sur site en cas de panne.

Le délai d'intervention en cas de panne est fixé à l'article 1.4 du CCTP. En cas de dépassement de ce délai le titulaire encourt une pénalité fixée à l'article 10.1.2 du CCAP.

4.3. INDISPONIBILITE DE L'EQUIPEMENT

4.3.1. DEFINITION DE L'INDISPONIBILITE

L'équipement est déclaré indisponible lorsque, sans faute de l'Inserm et en dehors des opérations de maintenance préventive, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux de l'un de ses accessoires ou d'un dispositif qui est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de l'équipement.

4.3.2. MODALITES DE COMMENCEMENT ET DE FIN DE L'INDISPONIBILITE DE L'EQUIPEMENT

La période d'indisponibilité de l'équipement commence à compter de la confirmation de l'intervention du titulaire ou à défaut de la demande d'assistance de l'Inserm et prend fin à la remise en état de fonctionnement normal de l'équipement.

4.3.3. SEUIL D'INDISPONIBILITE

Pour chaque année de garantie, toute indisponibilité de plus de vingt (20) jours non consécutifs de l'équipement fait encourir au titulaire des pénalités fixées à l'article 10.2 du présent CCAP.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

5.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

5.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

5.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le représentant de l'Inserm.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai imparti à l'Inserm pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier sa décision est de :

- 30 jours à compter de la date d'installation pour la vérification quantitative
- et
- 30 jours à compter de la date de mise en ordre de marche pour la vérification qualitative.

6.2. DECISION APRES VERIFICATION

6.2.1. VERIFICATION QUANTITATIVE

La vérification quantitative est effectuée dès l'installation du matériel dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS.

6.2.2. VERIFICATION QUALITATIVE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la mise en service de l'équipement par le Titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le CCTP.

A l'issue de cette vérification, l'Inserm prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG/FCS.

Ajournement : La décision d'ajournement a pour effet d'interrompre l'exécution du marché et de reporter la décision d'admission de l'équipement, sous réserves de modifications incombant au Titulaire.

Ce dernier doit signifier à l'Inserm son acceptation desdites modifications par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 10 jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision d'ajournement.

Admission avec réfaction : La décision d'admission avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque l'Inserm juge que le matériel fourni appelle les réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il notifie une décision motivée de rejet. Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'Inserm. Si le Titulaire formule des observations, l'Inserm dispose du même délai pour notifier sa décision.

La décision de rejet prononcée par l'Inserm entraîne le remplacement du matériel par un nouveau matériel, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 7. GARANTIES CONTRACTUELLES

7.1. GARANTIE

Pendant la période de garantie, le Titulaire effectue les prestations définies à l'article 1.4 du CCTP.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, l'équipement et les accessoires inclus font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses (composants optiques, mécaniques, électroniques et informatiques inclus) sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance, l'installation et la mise en service, la formation, la garantie et le service après-vente pendant la garantie.

8.2. REVISION DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG/FCS, les prix sont réputés fermes et définitifs.

8.3. TRANSMISSION D'UN BON DE COMMANDE

Concomitamment à la notification du marché, un bon de commande est adressé au Titulaire qui n'a pour seul but de préciser les éléments nécessaires à la soumission de factures.

Ces éléments sont les suivants :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm :
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture :
- Le numéro d'engagement : **Numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime**

Le délai de transmission du bon de commande susmentionné n'a aucun impact sur le début d'exécution du marché.

8.4. AVANCE

8.4.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans son acte d'engagement s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

8.4.2. TAUX DE L'AVANCE

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

CCAP – Marché portant sur l'acquisition d'un analyseur d'interactions moléculaires par interférométrie sans fluide

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10%**.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

8.4.3. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché.

8.5. FACTURATION ET PAIEMENT

8.5.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

8.5.2. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Occitanie-Méditerranée

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du Titulaire (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET)
- le numéro et la date d'établissement de la facture
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché
- le montant hors taxes de la facture
- le taux ou le montant de la TVA
- le montant T.T.C. de la facture
- le numéro du marché
- la référence du bon de commande
- la date de la livraison
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

8.5.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour information, la réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

8.5.4. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

8.6. DELAI DE PAIEMENT

8.6.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

8.6.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS

9.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

9.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus bref délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

ARTICLE 10. PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

S'agissant des pénalités pour retard et pour indisponibilité, les articles 14.1 et 14.2 sont pleinement applicables.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANT

11.1. PROCEDURE D'AGREMENT

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

CCAP – Marché portant sur l'acquisition d'un analyseur d'interactions moléculaires par interférométrie sans fluide

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

En cours d'exécution, à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, l'Inserm dispose d'un délai de 21 jours calendaires pour procéder à l'acceptation d'un sous-traitant.

11.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

ARTICLE 12. RESPONSABILITE CIVILE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

ARTICLE 13. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 14. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Occitanie-Méditerranée

Seul le droit français est applicable.